

Compte rendu du conseil de perfectionnement

LICENCE DE DROIT

Faculté de droit Julie-Victoire Daubié

PERIMETRE couvert par le conseil (L1, L2, L3) parcours droit privé / droit public

22 mai 2023

CR rédigé par Cathie-Sophie PINAT le 22 mai 2023 à 16h

Etudiant.e.s présent.e.s :

Quentin LAURISSE: étudiant en L3 droit privé

Coraline DEBONO: étudiante en L3 LAP

Antoine PAQUETTE: étudiant en L3 droit privé

Yassine LAKBIR: étudiant en L2 droit.

Enseignant.e.s :

Marie GRECIANO: Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles,

Jeanne MESMIN: Maître de conférences en droit public

Cathie-Sophie PINAT, maître de conférence en droit privé et sciences criminelles, responsable de la L3 de droit public et de la L3 de droit privé, vice-doyenne aux licences.

BIATS:

Agnès DANTHENY : responsable administrative du pôle licence

Florian CAROZZO : responsable administratif et financier de la faculté, observateur

Préparation du conseil

Le conseil de perfectionnement a été préparé afin que la discussion ne porte que sur des éléments objectifs d'appréciation de la formation, les points à discuter ont été présentés en amont à savoir :

- *Qualité de l'accompagnement méthodologique*
- *Qualité des enseignements disciplinaires*
- *L'offre de réorientation est-elle pertinente ?*
- *Les formations sélectives sont-elles appréciées ?*
- *Les modalités d'évaluation sont-elles satisfaisantes ?*

Principaux points discutés en conseil

Pour chaque point, résumer les avis des parties prenantes, faire apparaître divergences et convergences.

1. Qualité de l'accompagnement méthodologique

D'une manière générale, les étudiants apprécient bénéficier d'enseignements méthodologiques tout au long de la licence. Ils ont le sentiment de bénéficier d'un rapport de proximité avec le corps enseignant qu'ils ne retrouvent pas nécessairement dans d'autres facultés. En revanche, dans le détail, Mme Debono et M. Paquette, soutenus par l'ensemble des étudiants présents, soulignent que :

- Concernant **la méthodologie des exercices juridiques proposée en L1** au premier semestre, ils regrettent que cet enseignement, indispensable à la réussite de leur première année, ne soit pas dispensé en mode intensif avant le début des cours disciplinaires afin qu'ils puissent être armés dès le début des travaux dirigés.
- Concernant **la préprofessionnalisation proposée en L2 (S4) et en L3 (S5)**, ils regrettent que ces cours ne soient pas dispensés par des juristes ou au moins qu'ils ne soient pas davantage tournés vers les candidatures en Master, qui restent leur priorité en licence.
- Concernant **la méthodologie de la recherche juridique proposée en L3**, les étudiants regrettent que cet enseignement intervienne si tard car il permet d'apprendre à utiliser les ressources en ligne or cette utilisation est requise dès la L1.
- Concernant le suivi de ces enseignements, ils aimeraient pouvoir disposer de contenu proposé à distance en particulier pour les étudiants dispensés d'assiduité pour des raisons professionnelles ou familiales.

Les enseignants présents, et en particulier Mme Pinat, qui gère l'UE méthodologie et PPP, remercient les étudiants et souligne que :

- ☐ L'idée de placer la méthodologie de la recherche en première année est une excellente idée qui sera mise en avant lors de la prochaine accréditation.
- ☐ La spécialisation des enseignements PPP est déjà une piste à laquelle elle réfléchit et le contenu des enseignements dispensés en particulier en L3 S5 sera réajusté dès l'année suivante.
- ☐ Mme Dantheny précise que la mise en place d'une session intensive de début d'année est un peu complexe d'un point de vue administratif car des étudiants s'inscrivent tardivement (étudiants études en France notamment) et ne pourraient donc pas suivre ces enseignements sauf à envisager un cours enregistré.

2. Qualité des enseignements disciplinaires

Concernant les enseignements disciplinaires, les étudiants s'expriment moins mais il ressort des échanges ces quelques points saillants :

- Les enseignements disciplinaires permettent de disposer de l'ensemble des fondamentaux pour candidater dans la plupart des masters. La composante propose aussi des enseignements pluridisciplinaires permettant de prendre de la hauteur (histoire du droit, philosophie du droit, sociologie du droit, journalisme et droit etc.) et de se préparer aux épreuves de culture générale.
- Les enseignements d'ouverture sont très appréciés par les étudiants en droit car ils leur permettent de donner à leur profil une touche pluridisciplinaire et de découvrir d'autres composantes de l'université.
- Il manque une dimension internationale à l'offre de formation. Trop peu d'enseignements sont tournés vers l'international ce qui peut être un frein au recrutement dans les masters portant cette dimension.
- Concernant les enseignements d'ouverture (proposés par l'ensemble des composantes de l'université à destination de tous les étudiants), il est très regretté par les pénalistes que l'enseignement de criminologie ne leur soit pas prioritairement réservé.
- Concernant spécifiquement la L3 de droit privé, la maquette du second semestre est trop connotée droit de l'art et ne permet aux étudiants de suivre des enseignements en phase avec leur projet de master. Certains soulignent également que le cours de droit des contrats spéciaux serait plus pertinent au S5 car les directeurs de master demandent parfois ce résultat qu'ils ne sont pas en mesure de transmettre s'agissant d'un cours intervenant au S6.

3. La pertinence de l'offre de réorientation

En première année, les étudiants choisissent lors du premier semestre une majeure (droit par ex.) et une mineure (science po, AES, Histoire de l'art, etc.) et ont l'opportunité entre les deux semestres de première année de demander une bascule dans l'autre composante sous réserve des places disponibles et de l'avis du responsable pédagogique.

Les étudiants apprécient particulièrement cette opportunité de réorientation qui évite de perdre une année et de rencontrer des difficultés administratives pour la bascule. En revanche, ils considèrent que les dates de demande de réorientation interviennent trop tôt, à savoir début novembre et qu'ils n'ont en conséquence aucune idée de leur niveau.

Les enseignants font le même constat et avouent devoir sélectionner sur la base de documents (notes du baccalauréat et lettre de motivation) qui ne permettent pas d'évaluer objectivement les chances de réussite du candidat dans la composante choisie. Ils précisent toutefois que cette sélection ne peut pas intervenir plus tardivement, après les résultats du S1 par exemple, du fait de l'incapacité administrative d'absorber des inscriptions dans la nouvelle composante.

4. La qualité des formations sélectives

La mise en place de formation sélective à petits effectifs (30aine d'étudiants) permet aux étudiants de se profiler encore davantage dans le cadre de leur projet universitaire et professionnel. La faculté porte deux licences bi disciplinaires (Droit/sciences po et Droit / Histoire de l'art et archéologie) et une double licence (Droit/SEG). Un seul étudiant, de la BIDI Droit/science-po étant présent, il signale quelques éléments :

- Cette formation est très profitable notamment pour les demandes de master.
- Cette formation n'offre pas beaucoup de choix de matières car le parcours est entièrement fléché par le responsable de formation ce qui peut parfois être frustrant.
- Cette formation pourrait être encore plus aboutie avec la mise en place d'une véritable double licence.

Mme Dantheny souligne la difficulté sur le plan administratif de faire coïncider les emplois du temps de deux composantes mais si une volonté pédagogique porte le projet, il pourrait être mis en place lors de la prochaine accréditation.

5. La pertinence des modalités d'évaluation

Sur l'évaluation, des discussions plus nourries sont à noter.

Quentin Laurisse, étudiant de L3 et représentant étudiant, trouve **trop sévères les notes seuils** qui sont des notes minimums à obtenir dans certaines unités d'enseignements jugées fondamentales faute de quoi l'étudiant est ajourné même s'il obtient la moyenne générale au semestre. Mme Pinat répond que cette solution a été décidée collégialement par l'équipe pédagogique car l'université a refusé la mise en place de coefficients et il est dans l'intérêt des étudiants qu'ils obtiennent une licence de droit en réussissant les matières juridiques fondamentales. Trop d'étudiants restent effectivement sans master car ils ont validé une licence sans obtenir des résultats satisfaisants dans ces matières et ne sont donc pas sélectionnés en master. Il est également précisé que lors des jurys de seconde session, les notes seuils sont parfois écartées pour permettre à un étudiant qui aurait uniquement échoué dans une matière de passer en année supérieure. Les étudiants comprennent mais soulignent quand même que cette sanction est sévère en

particulier lorsque les UE concernées ne contiennent qu'un enseignement (pour la L3 de droit public notamment). Mme Pinat souligne que ce point a été soulevé en conseil de faculté par les élus étudiants et que les modalités d'évaluation allaient être revues pour ce point précis.

Les étudiants considèrent également que pour certaines matières dédoublées en raison du nombre d'étudiants et dispensées par différents enseignants les modalités d'évaluation diffèrent et sont selon eux source d'inégalités. Ils évoquent à cet égard un enseignement évalué à distance dans le cadre d'un QCM par un enseignant et évalué dans le cadre d'une épreuve sur table beaucoup plus technique par un autre enseignant. Les enseignants prennent note de cette difficulté mais rappellent la liberté pédagogique dont disposent les enseignants-chercheurs. Mme Pinat et Mme Dantheny soulignent toutefois que les MCCC s'alignent dans les matières à contrôle continu et que les enseignants, qui enseignent la même matière au niveau licence, sont obligés de s'entendre et d'harmoniser leurs pratiques d'évaluation dans le cadre des MCCC votées chaque année.

Mme Pinat s'interroge quant à elle sur la pertinence d'évaluer les enseignements de préprofessionalisation. Ces enseignements étant prévus dans le seul intérêt des étudiants, les notes obtenues gonflent parfois artificiellement les moyennes générales et l'évaluation ne sert alors qu'à contraindre les étudiants à suivre la formation. Un contrôle du suivi pourrait être plus utile qu'un contrôle des "connaissances".

Conclusions

Après discussion le conseil estime que :

– **Les points forts de la formation sont :**

- ✓ Une offre de formation solide concernant les enseignements fondamentaux
- ✓ Un accompagnement méthodologique continu
- ✓ Un rapport de proximité avec l'équipe enseignante
- ✓ Une formation tournée vers l'interdisciplinarité

- Les objectifs de la formation sont adaptés aux débouchés (poursuite d'études / emploi) :

Tout à fait

Commentaires : l'offre de formation est exhaustive sur le plan des enseignements fondamentaux et elle prépare à l'entrée en master ou aux concours accessibles niveau L3.

Évolutions souhaitées : Il conviendrait d'améliorer l'organisation de l'offre de formation en faisant intervenir certains accompagnements plus tôt (méthodologie juridique en mode intensif en début d'année, méthodologie de la recherche au niveau L1 et non plus L3) ou en orientant davantage les accompagnements en préprofessionalisation vers les attentes des étudiants (demande de masters

- **Les étudiants qui sont allés au bout de la formation ont atteint les objectifs visés :**

Tout à fait / Plutôt Oui / Plutôt Non / Pas du tout

Commentaires : Les étudiants disposent des acquis disciplinaires et méthodologiques grâce à une évaluation qui comprend des notes seuils et un accompagnement personnalisé.

- **Le programme de formation doit être conservé sans changement :**

Plutôt non

Commentaires et évolutions souhaitées : Si la licence de droit propose l'ensemble des enseignements fondamentaux requis pour la poursuite d'études ou la préparation de concours, le programme doit s'enrichir d'une dimension internationale, d'un programme de L3 en droit privé cohérent sur les deux semestres (replacer le cours de droit des contrats spéciaux au S5, enrichir les matières optionnelles au S6) et il doit aussi, d'un point de vue méthodologique, armer les étudiants le plus tôt possible pour réussir dès la L1 (session intensive en début de semestre).

- **Les pédagogies mises en œuvre sont adaptées au public étudiant et aux objectifs visés :**

Plutôt Oui

Commentaires : Les modalités d'enseignement et d'évaluation correspondent aux attentes des étudiants et les préparent aux concours ou à l'entrée en master. Toutefois, pour certains publics, les étudiants dispensés d'assiduités pour raisons professionnelles ou familiales, ou encore les étudiants étrangers, des efforts restent à fournir pour leur offrir une pédagogie encore plus adaptée.

Évolutions souhaitées : Les étudiants qui peinent à suivre entièrement les cours magistraux et qui sont dispensés des travaux dirigés notamment parce qu'ils travaillent sont désavantagés par rapport aux étudiants suivant les TD. Ils sont de fait moins armés pour réussir les exercices juridiques classiques des épreuves de concours (commentaires d'arrêt, cas pratiques). Aussi, il serait possible

d'envisager un suivi particulier pour ces étudiants en offrant une séance tenue à distance pour les travaux dirigés à des horaires compatibles avec l'emploi du temps du public concerné. Par ailleurs, des MOOC méthodologiques, disponibles tout le semestre, pourrait permettre à ces étudiants ainsi qu'à tous les étudiants, de s'approprier les prérequis dans un cadre plus souple.

– **Les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences doivent être conservées sans changement :**

Plutôt Oui

Commentaires : Si les étudiants trouvent sévères la présence de notes seuils, ils en comprennent l'intérêt pour valoriser leurs profils dans le cadre de la poursuite d'études.

Évolutions souhaitées : La mise en place de coefficients serait beaucoup plus compréhensible et logique pour les étudiants qui réussiraient (moyenne à 10) ou pas (inférieure à 10) leur année dans le cadre d'une évaluation valorisant les matières fondamentales.

Autres conclusions et évolutions souhaitées :

- Les parcours sélectifs participent à l'excellence et à la renommée de nos formations. Les licences bi disciplinaires pourraient être transformées en véritables double-licences afin d'offrir aux étudiants un bagage encore plus solide dans le cadre de leurs poursuites d'études.
- L'idée de réaliser une grande enquête auprès des étudiants de licence est évoquée car elle permettrait d'obtenir des données quantitatives et objectives sur la formation.

À Lyon, le 22 mai 2023.

CSPinat